

L'économie française : où en est-on ?

Jean Pisani-Ferry (Sciences Po, Bruegel et PIIE)

CIMB, Genève, 16 décembre 2025

Il y a huit ans..

Diagnostic sur l'état de la France

- Trop de réformes partielles, pas assez de transformation
- Dépense publique élevée et trop rigide
- Une société figée et divisée
- Un enjeu massif d'équité, malgré un fort recours à la fiscalité

Les ambitions du macronisme

- Dynamiser l'économie, décloisonner la société
- “Libérer et protéger”
- Réveiller l'Europe

➤ **Où en sommes-nous aujourd'hui ?**

Une mise en oeuvre contrariée

- Décembre 2018 : gilets jaunes → mesures sociales
- 3/2020 : crise sanitaire
 - “quoi qu'il en coûte” → Ségur de la santé
 - Abandon de la réforme systémique des retraites
- 2/2022 : invasion de l'Ukraine → “bouclier tarifaire”
- 1/2023 : forte opposition à la réforme paramétrique des retraites, finalement suspendue
- Depuis juin 2024 (dissolution de l'AN), fragmentation politique et instabilité ministérielle (Barnier, Bayrou, Lecornu)

Ce qui a été fait (1)

- Marché du travail
 - Reprofilage des allégements bas salaires
 - Ordonnances de 2017
 - Réforme de l'assurance-chômage
 - Bilan : un marché du travail plus résilient, mais des progrès modestes
- Mesures fiscales
 - Taxation uniforme des revenus du capital (*flat tax*)
 - Remplacement de l'ISF par l'IFI (impôt sur la fortune immobilière)
 - Suppression de la taxe d'habitation
 - Entreprises : baisse de l'IS et des impôts de production
 - Bilan : des effets incitatifs limités, acquis à un coût budgétaire élevé
- Mobilité sociale
 - Dédoublement des classes en zone d'éducation prioritaire
 - Réforme du lycée et de l'accès à l'Université
 - Réforme de l'apprentissage
 - Bilan : des changements limités, une réforme de l'apprentissage coûteuse

Ce qui a été fait (2)

- Retraites
 - Réforme systémique (système à points) enterrée en 2020
 - Réforme paramétrique en 2023, désormais suspendue jusqu'à fin 2027
 - Bilan : un échec dommageable
- Finances publiques
 - Une forte dégradation, qui s'explique surtout par les baisses de recettes
 - L'essentiel du redressement reste à conduire
 - Bilan : une erreur de méthode
- Europe et international
 - Des intuitions fécondes
 - Un activisme sans faille
 - Bilan: que restera-t-il de cet effort ?

Un net recul du chômage...

Taux de chômage au sens du BIT

France (hors Mayotte)

France métropolitaine

données CVS en moyenne trimestrielle, en %



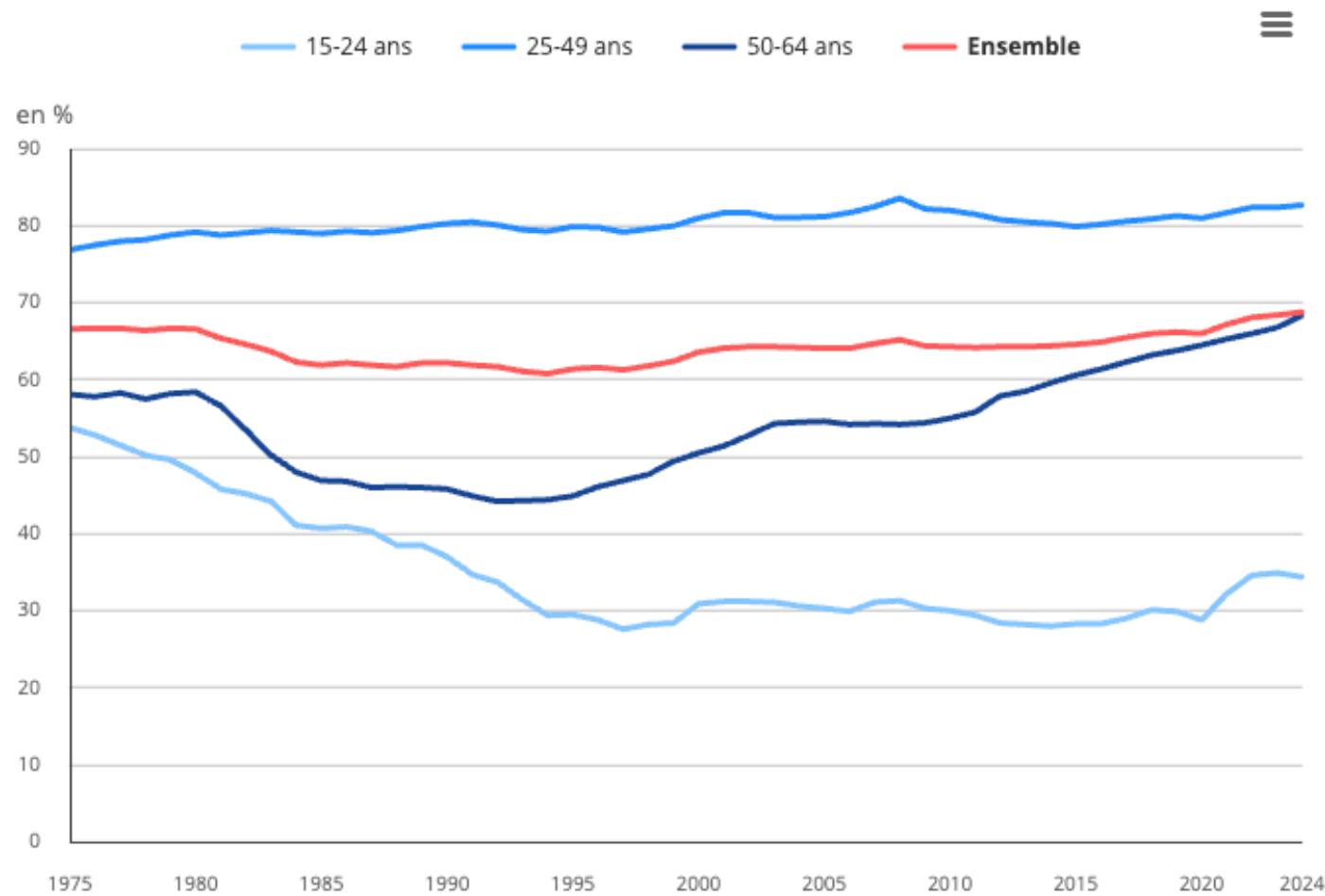
Estimation à +/- 0,3 point près du niveau du taux de chômage et de son évolution d'un trimestre à l'autre.

Champ : personnes de 15 ans ou plus, vivant en logement ordinaire.

Source : Insee, enquête Emploi.

..et une augmentation du taux d'emploi

Figure 1 – Taux d'emploi par âge depuis 1975



Source: Insee 2025

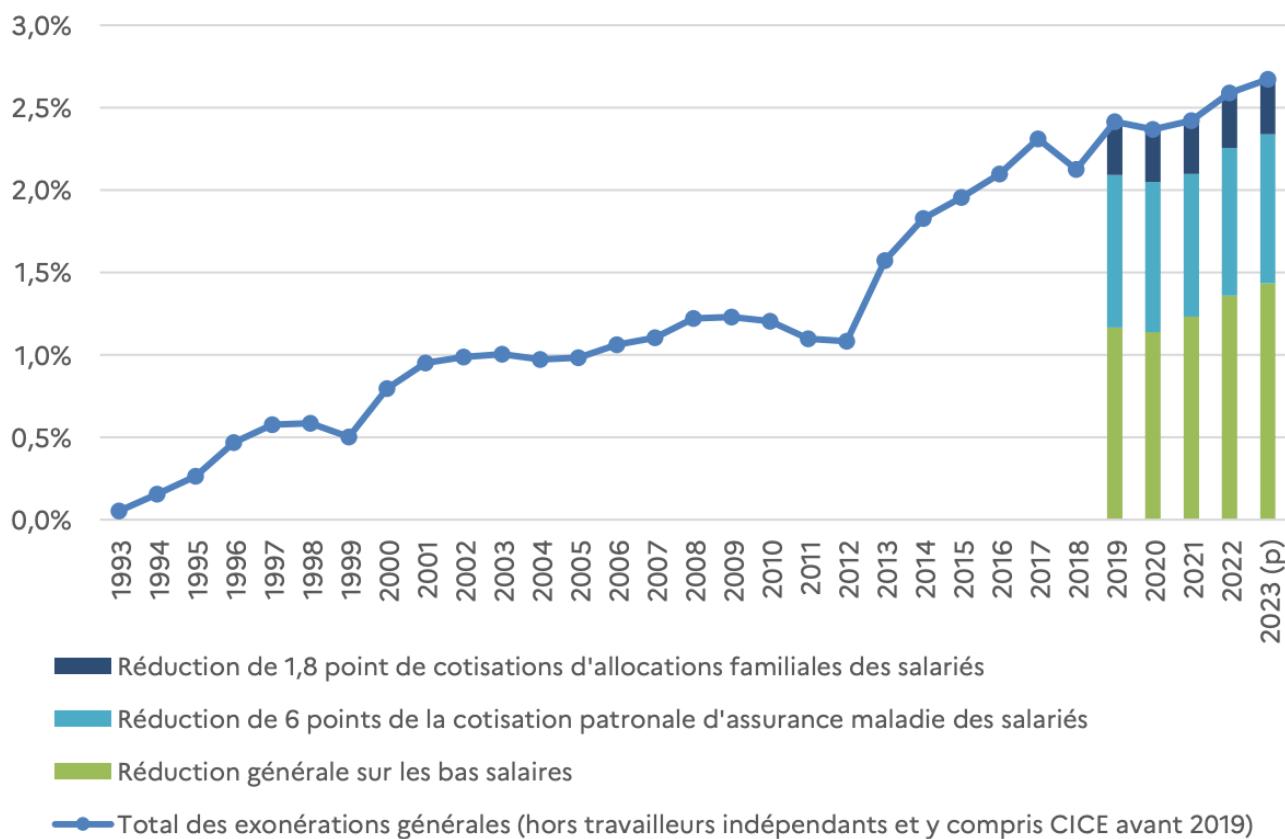
Est-ce dû aux réformes du marché du travail ?

Quatre réformes principales

- Renforcement des allégements bas salaires :
 - Efficaces mais très coûteux (#80 Mds par an en 2024)..
 - .. et générateurs d'effets pervers (trappes à bas salaires, maintien d'une spécialisation bas de gamme) ([Bozio-Wasmer](#) 2024)
- Apprentissage : une réforme efficace, mais mal ciblée et coûteuse ([Coquet](#) 2024)
- Ordonnances travail : baisse et prévisibilité du coût des licenciements
 - Évaluation [Cahuc-Carcillo](#) (2025) : effets mineurs au total
- Réforme de l'assurance-chômage et incitations au retour à l'emploi
 - Évaluation [Fontaine et al.](#) (2025) : effets sensibles à court terme mais non-significatifs à horizon d'un an

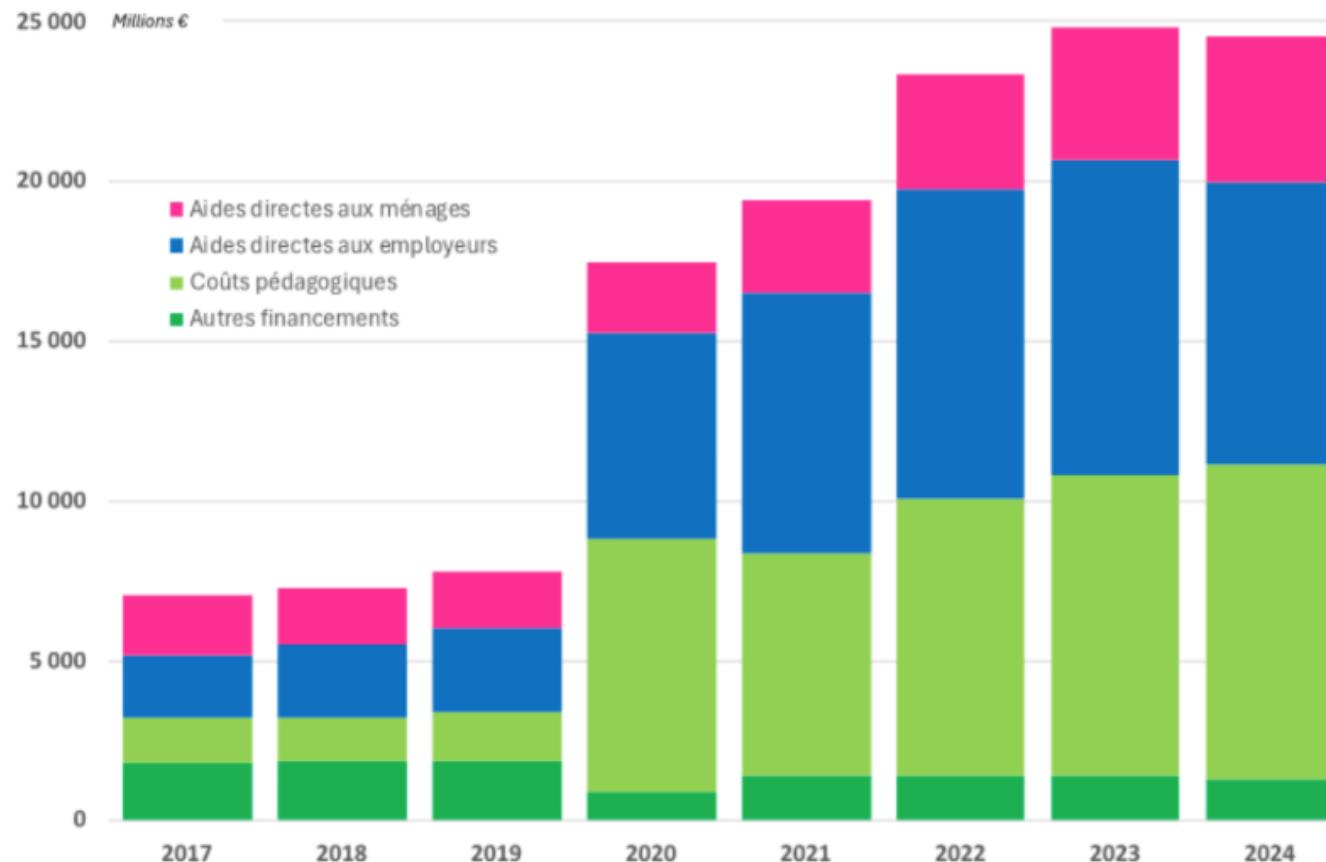
Des allégements sans cesse amplifiés depuis 1993

Graphique 1.24 – Montants des exonérations générales depuis 1993 en points de PIB



Évolution du coût de l'apprentissage

Répartition de la dépense nationale pour l'apprentissage (2017-2024)



Sources : Dares, France Compétences, IGAS/IGF, Ministère du Budget, Unedic, calculs de l'auteur.

Source : [Coquet](#) 2024 10

Fiscalité : le bilan des réformes (mesures ménages)

- Flat tax sur les revenus du capital
 - Remplacement en 2018 de l'ISF par l'IFI (assiette exclusivement immobilière)
 - Coût budgétaire 4,5 Mds par an en 2022 ([rapport Audenis](#) 2023)
 - Pas d'effets notables sur les comportements, l'investissement et l'emploi
 - Légère baisse de l'exil fiscal
- Suppression de la taxe d'habitation
 - Raison d'être : obsolescence des assiettes
 - En 2 temps (80% en 2018-2020) puis généralisation en 2021-2023
 - Coût budgétaire 18 Mds (10 + 8)
 - Pas d'effet incitatif
 - Incidence sensible sur les prix de l'immobilier ([Bach et al.](#) 2023)

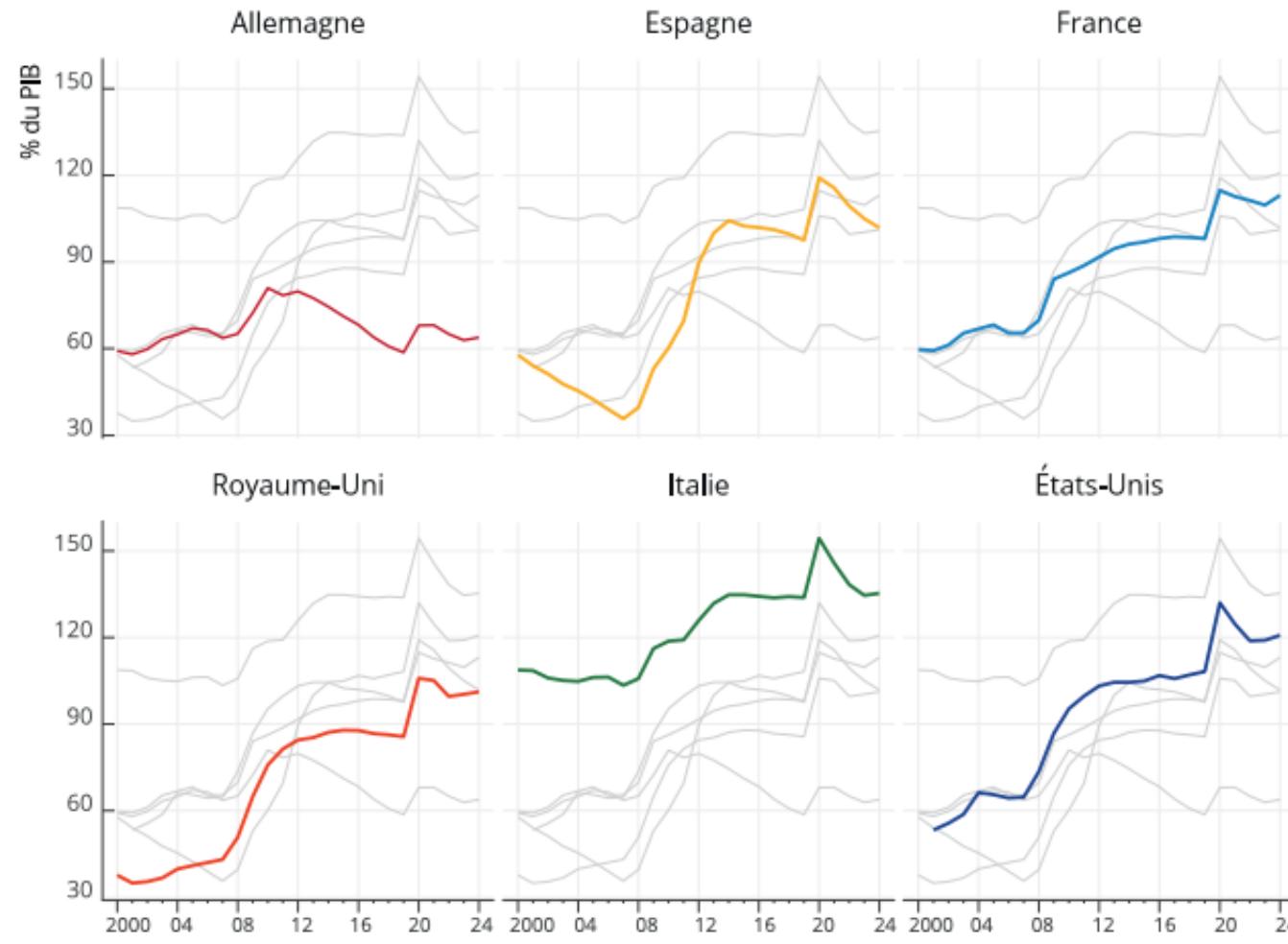
Fiscalité : le bilan des réformes (entreprises)

- Baisse de l'impôt sur les sociétés de 28% à 25%
 - Coût budgétaire : 11Mds
- Baisse des impôts sur la production
 - Coût budgétaire : 10 Mds

Identification malaisée des effets économiques de ces mesures

Finances publiques : une dérive inquiétante..

Graphique 4. Évolution de la dette publique

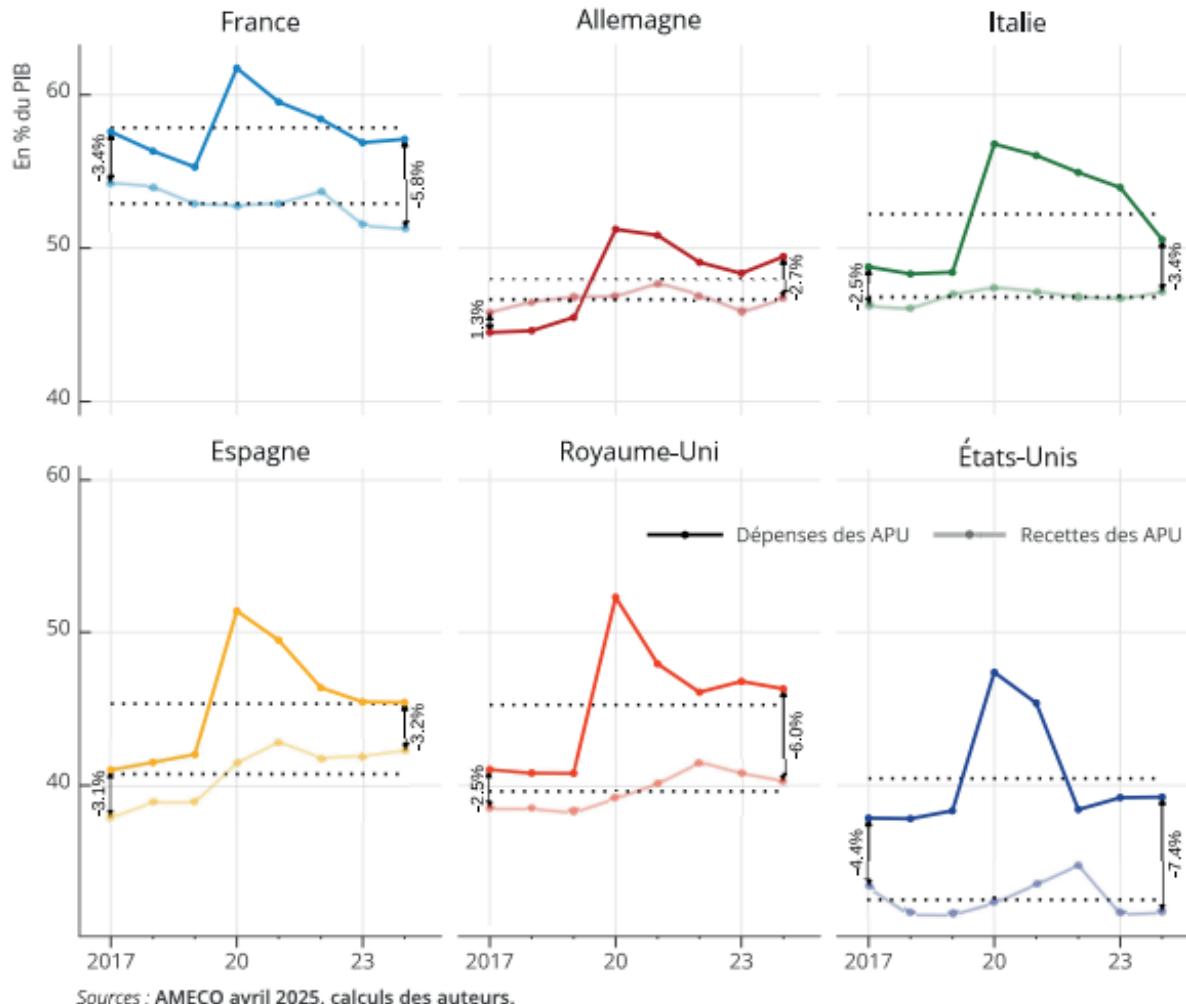


Sources : *World Economic Outlook* FMI (avril 2025), calculs des auteurs.

Source: [OFCE 2025](#)
13

.. qui s'explique surtout par la baisse des recettes

Graphique 7. Évolution européenne des dépenses et des recettes des APU depuis 2017

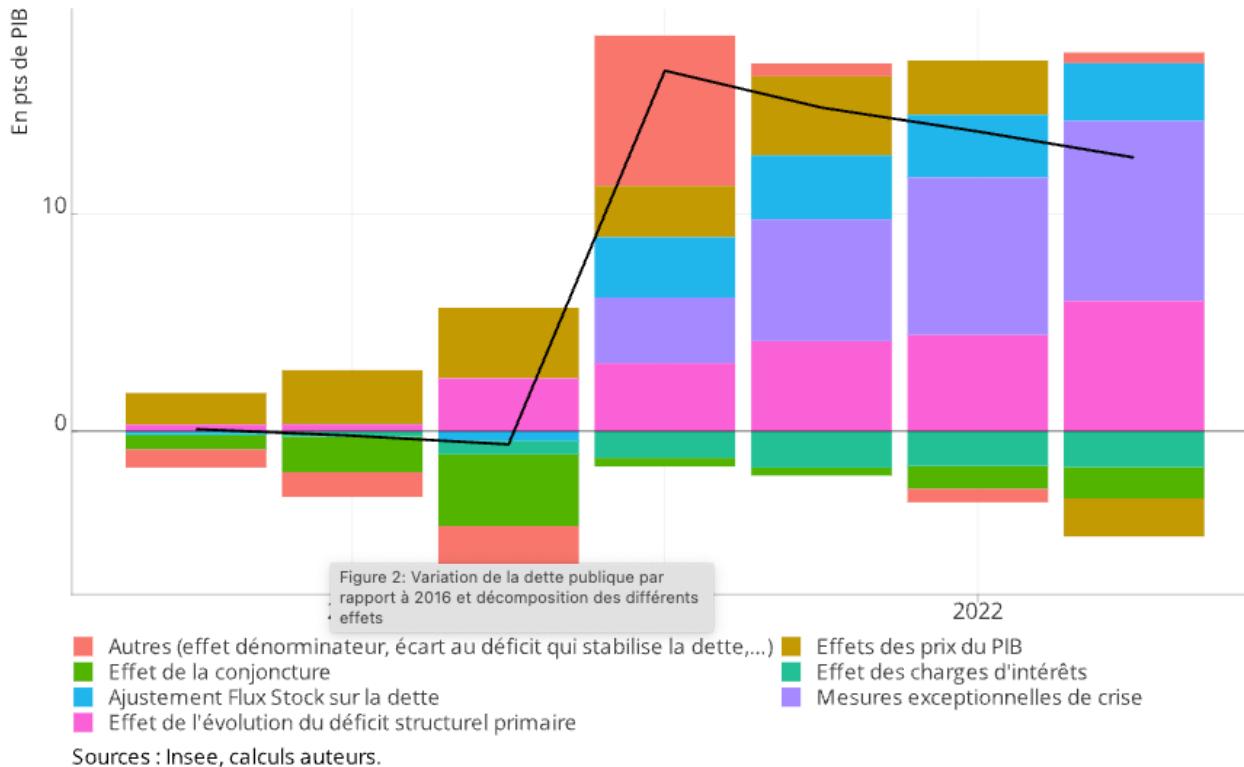


Les causes de la hausse de l'endettement public

Figure 2: Variation de la dette publique par rapport à 2016 et décomposition des différents effets

Au total,

- 48% de la hausse du ratio de dette est attributable à des mesures structurelles
- 31% si l'on traite le plan de relance comme une mesure de crise



Source: [OFCE 2024](#)

Le coût budgétaire des mesures sociales et des mesures de soutien

- Gilets jaunes : 17 Mds (gel de la fiscalité carbone, baisse ciblée de l'IR, défiscalisation des heures sup, “prime Macron”, etc..), *partiellement récurrent*
- Crise sanitaire : 80Mds (hors PGE) au total, *non-récurrent*
- Ségur de la santé : 12 Mds (revalorisations salariales, modernisation des équipements, attractivité pour les personnels soignants), *récurrent*
- Bouclier tarifaire : entre 44Mds (Cour des Comptes) et 60Mds (Banque de France) au total, *non-récurrent*
- Adoucissement de la réforme des retraites de 2023 : 1,6Mds, *récurrent*
- Suspension pour deux ans de la réforme des retraites : 1,9 Mds, *non recurrent*

➤ **Au total, un coût budgétaire élevé, sans réformes en contrepartie**

Comment consolider ?

- Pour stabiliser le ratio de dette : au moins 110 Mds€ à dégager en 7 ans
- Menu du CAE soumis à des citoyens “progressistes”

BLOCS DE MESURES | En milliards d'euros

Diminuer les dépenses	Md€	Accroître les recettes	Md€	Investir pour l'avenir	à 7 ans (Md€)	à 15 ans (Md€)
1. Limiter les dépenses de l'État à leur niveau actuel	7	11. Revenir sur les avantages fiscaux accordés aux entreprises	7	19. Augmenter l'effort dans la transition écologique	-15	+36
2. Limiter les dépenses des collectivités territoriales à leur niveau actuel	4	12. Augmenter de manière ciblée la taxation du patrimoine	24	20. Investir massivement dans l'éducation (primaire et secondaire)	+8	+39
3. Réduire nos dépenses éducatives	7	13. Supprimer les avantages fiscaux accordés à certaines activités émettrices de CO ₂	13	21. Rehausser nos dépenses militaires	-10	-10
4. Revenir sur l'augmentation des dépenses militaires à partir de 2024	12	14. Augmenter les impôts et taxes sur l'ensemble des revenus des ménages	23	22. Augmenter le financement de la recherche scientifique	-10	+10
5. Supprimer certains dispositifs de lutte contre le changement climatique	3	15. Revenir sur certaines niches fiscales (IR, CSG et CRDS)	18	23. Augmenter le taux d'emploi des seniors	+6	+6
6. Réviser l'octroi de certaines aides sociales (logement, famille & chômage)	5	16. Réformer et augmenter la TVA	25	24. Augmenter le niveau de productivité	+8	+22
7. Construire un système de santé plus efficace et soutenable	15	17. Revoir les règles dérogatoires applicables aux compléments de salaire	18	25. Financer l'adoption de l'IA dans les entreprises	+12	+33
8. Réformer notre système de retraites	13	18. Limiter la réduction des cotisations patronales	11			
9. Réorganiser les pouvoirs publics locaux et la décentralisation	11					
10. Revenir sur les avantages récents des dispositifs d'aide à l'apprentissage	7					

25

Europe : des intuitions fécondes

- Discours de la Sorbonne
- NGEU
- Autonomie stratégique
- Activisme sans faille
- Leadership affirmé

Conclusion : Que s'est-il passé ?

- Multiplication des crises
- Déconvenues de la politique de l'offre
 - (entamée sous F. Hollande, poursuivie par E. Macron)
 - Délais d'effets très longs, identification causale malaisée
- Problèmes de méthode
 - Pas de priorisation
 - Intentions louables, manque de stratégie
- Économie politique défaillante
 - Erreurs initiales (“théorie du ruissellement”)
 - Déséquilibre entre agendas de réformes structurelles et d'émancipation
 - Gaspillage d'un capital politique limité

Citations E. Macron (*Révolution*, 2017)

- “Nous sommes moins les victimes de nos ennemis que de notre propre inertie” (p. 65)
- “Depuis plus de trente ans, droite et gauche ont remplacé la croissance défaillante par de la dette publique” (p. 67)
- “Nous devons passer d'une France qui subit à une France qui choisit” (p. 70)
- “Pour reprendre la maîtrise de notre destin, nous avons besoin d'Europe” (p. 221)